



## RESUME EXECUTIF

PRESENTE PAR LE

CENTRE ISLAMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT

DU COMMERCE

*A LA*

**33<sup>EME</sup> SESSION DU COMITE DE SUIVI DU COMITE  
PERMANENT POUR LA COOPERATION ECONOMIQUE  
ET COMMERCIALE DE L'OCI**

**AGENDA 4**

**Ankara, République de Turquie, 10-11 Mai 2017**

## RESUME EXECUTIF

### I. PERSPECTIVES RECENTES DE L'ECONOMIE MONDIALE

#### a) Economie mondiale

L'économie mondiale a connu en 2016 une stabilité suite à la croissance économique de la Chine, au redressement des prix des produits de base, au relèvement des taux d'intérêt par la Réserve Fédérale Américaine, à la hausse des cours des actions des pays avancés ainsi qu'à l'augmentation des investissements de portefeuille vers les pays émergents.

En effet, la stabilité de la croissance chinoise s'explique par une relance des politiques macroéconomiques (réduction de sa dépendance aux investissements et aux exportateurs au profit de la consommation et des services) qui ont permis de booster cette croissance. Les marchés de produits de base ont été renforcés par des investissements importants dans les secteurs extractifs suite à la baisse de taux d'intérêts dans les pays avancés.

Ces développements laissent entrevoir la possibilité d'une expansion plus rapide que prévu et qui pourrait être encore plus vigoureuse si les pays adoptaient des mesures de portée large qui permettraient de rehausser la production effective et potentielle et faire augmenter la croissance en 2017.

Selon les données du FMI de Janvier 2017, cette situation n'a pas permis d'améliorer la croissance de l'économie mondiale qui s'est établie à 3,1% en 2016 et pourrait remonter à 3,4% en 2017. Cette situation s'explique, entre autres, la reprise dans les pays avancés grâce à l'utilisation des stocks et de l'augmentation de la production manufacturière et l'assouplissement de la politique budgétaire aux USA et dans la Zone Euro surtout en Espagne et en Grande-Bretagne malgré le retrait de l'Angleterre de l'Union Européenne (BREXIT). Une croissance a également constatée en Russie suite au raffermissement des cours de pétrole.

D'autre part, la croissance est soutenue dans les pays émergents et en développement (élevée en Chine suite à la relance de l'investissement dans les infrastructures et de l'immobilier) en dépit de la contraction en Amérique Latine (Argentine, Brésil) et en Turquie (baisse des recettes touristiques).

Par ailleurs, la hausse des cours du baril de pétrole grâce à la baisse de l'offre des pays de l'OPEP, le relèvement des cours de métaux et l'augmentation des taux d'intérêts (USA et UK), en Turquie et au Mexique ont contribué à la hausse de la croissance mondial au dernier trimestre 2016.

Les perspectives de croissance se sont détériorées légèrement pour les pays émergents et les pays en développement, où les conditions financières se sont durcies de manière générale. Les perspectives de croissance à court terme ont été révisées à la hausse pour la Chine, en raison de la relance attendue, mais ont été révisées à la baisse pour un certain nombre d'autres grands pays, notamment l'Inde et le Brésil.

L'inflation a repris en Chine à cause des réductions des capacités et la hausse des prix des produits de base à la production après plus de quatre années de déflation.

Le dollar US s'est apprécié en valeur effective réelle de plus de 6 % depuis août 2016. Les monnaies des pays avancés exportateurs de produits de base se sont affermies également, du fait de la hausse des prix des produits de base, tandis que l'euro et en particulier le yen se sont affaiblis. Les monnaies de plusieurs pays émergents se sont dépréciées sensiblement au dernier semestre de 2016, tandis que les monnaies de plusieurs pays exportateurs de produits de base se sont appréciées.

La croissance du commerce mondial demeure faible à cause du repli de la demande intérieure et de l'investissement connexe mais également du retour du protectionnisme, du retrait des chaînes de valeur mondiales, du risque de baisse des cours de matières premières et de la hausse du dollar US.

Cette situation a conduit à la révision des taux de croissance en 2016 dans les pays avancés atteignant 1,6% soit une baisse d'un demi-point par rapport à 2015 et également 1,6% aux USA, 1,7% dans la Zone Euro (1,3% en France, 1,7% en Allemagne), 0,5% au Japon, 6,6% en Chine, 7,6% en Inde, 3,4% dans les pays du Moyen Orient, d'Afrique du Nord plus l'Afghanistan et le Pakistan, 1,4% en Afrique Subsaharienne. Dans les pays émergents et en développement, la croissance est tablée à 4,2% suite au ralentissement économique ces cinq dernières années pour représenter environ les trois quarts de la croissance mondiale. Une décroissance a été constatée dans les Pays de la Communauté des Etats Indépendants (CEI) de l'Asie Centrale (-0,3%), -0,8% en Russie, -0,6% dans les pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes surtout au Brésil avec -3,3%.

Cette situation est aussi corrélée au ralentissement et au rééquilibrage de l'économie chinoise, la baisse des cours des produits de base particulièrement du pétrole de 15,4% et des produits hors pétrole de -2,7% en 2016.

En effet, les prix du pétrole ont rebondi par rapport au niveau qu'ils avaient atteint en janvier 2016, le plus bas depuis 10 ans, en raison principalement d'arrêts involontaires de la production. Les prix moyens du gaz naturel sont en baisse de 6% depuis février 2016 en Europe, au Japon et aux États-Unis. La baisse antérieure des prix du pétrole, la production abondante de gaz naturel en Russie et la faiblesse de la demande en Asie (en particulier au Japon) ont renforcé ce recul. Les prix moyens du charbon en Australie et en Afrique du Sud ont augmenté de 32% par rapport à Février 2016.

Les prix des produits de base hors carburants ont augmenté aussi : les prix des métaux et des produits de base agricoles ont progressé de 12% et de 9%, respectivement. Les prix des métaux ont diminué progressivement en raison d'un ralentissement et d'un abandon de l'investissement à forte intensité de produits de base en Chine, mais les récentes mesures de relance ont soutenu les prix. Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 7% sauf quelques-uns comme le maïs et le blé. En outre, le Brésil, qui est un gros producteur alimentaire, a connu une sécheresse prolongée. Les prix du blé ont baissé suite à une importante production aux États-Unis, dans l'Union européenne et en Russie, cela a permis d'augmenter le niveau des stocks.

## **b) Commerce mondial**

Selon les données du Rapport de l'OMC 2016, la valeur du commerce mondial a baissé de 13% passant de 38,1 trillions USD en 2014 à 33,2 trillions USD en 2015 s'expliquant principalement par les fortes fluctuations des prix des produits de base et des taux de

change, fluctuations dues au ralentissement de la croissance économique en Chine, à la récession au Brésil, à la production soutenue de combustibles aux États-Unis et à la divergence des politiques monétaires des grandes économies. La volatilité des marchés financiers a par ailleurs érodé la confiance des entreprises et des consommateurs et a contribué à la réduction de la demande mondiale de certains biens durables surtout en Asie. Entre juin 2014 et Décembre 2015, les cours des produits de base ont chuté de 63% suite à la hausse de la production des pays de l'OPEP, les métaux de 35% ; les produits alimentaires et les matières premières agricoles de 22%. Durant cette période, on a noté une appréciation du USD et de Yuan de 13% qui n'a pas compensé les effets escomptés la rentrée massive de devises des pays exportateurs de ces produits.

Les produits manufacturés qui ont connu plus de contraction du commerce mondial sont le matériel de bureau et de télécommunication, les produits chimiques et les autres machines et appareils (comprenant les biens d'équipement et les biens durables autres que les automobiles).

#### ❖ *Les exportations*

Les exportations mondiales ont atteint en 2015 environ 16,5 trillions USD soit 14% de baisse par rapport à 2014 (19 trillion USD) attribuable à la contraction des exportations des pays d'Amérique du Nord (-8% avec USA (-7,1%), le Canada (-14%) et le Mexique (-4,1%)), d'Amérique du Sud et Centrale (-21,2% avec principalement le Brésil (-15,1%) et autres (-24,2%).

Les pays d'Europe ne sont pas en reste avec une baisse de 12,4% et majoritairement les pays de l'UE 28 (-12,5%) surtout l'Allemagne (-11%), le Royaume Uni (-8,9%), la France (-12,8%), la Hollande (-15,7%) et l'Italie (-13,4%).

Par contre, les exportations ont augmenté considérablement dans les pays producteurs du pétrole en Afrique et dans les pays de la Communauté des Etats Indépendants (CEI) malgré la chute des prix du pétrole.

La part des produits manufacturés dans les exportations mondiales a atteint 70% en 2015 contre 67% en 2014 soit une augmentation de 4%. La part des exportations de produits agricoles a connu une hausse de 10% durant cette période par contre celle des produits énergétiques et miniers s'est fléchie passant de 20% en 2014 à 18% en 2015.

En effet, les exportations de produits agricoles de certains pays ont connu un déclin à savoir l'Inde (-19%), l'Union Européenne (-13%), les USA, l'Indonésie, le Canada et l'Australie (-10% chacun) et la Chine (-2%). Celles des produits énergétiques et miniers ont reculé de -14% en Chine, -28% aux USA, -35% au Canada, -38% au Qatar, -39% aux Emirats AU, -44% en Russie, -47% en Arabie Saoudite. Les exportations de l'acier et fer ont fléchi de 9% au Brésil, de 24% en Chine, de 28% en Inde et de 39% en Russie et en Ukraine.

Les exportations de produits chimiques ont baissé de 16% en Chine-Taïpei, 13% au Japon et en Corée, de 11% au Singapour, de 10% en UE, les équipements télécom de 10% en UE et en Malaisie et de 8% au Japon. En outre, les exportations de voitures se sont amenuisées de 6% en UE, au Japon, aux USA et en Corée et celles des produits textiles de 14% en UE, de 13% en Turquie, 11% en Corée et de 9% au Pakistan. On

constate une régression des exportations des vêtements de 11% en UE, de 10% en Hong Kong et Indonésie et de 9% en Turquie.

#### ❖ *Les importations*

Les importations mondiales ont subi également une contraction de 12,5% par à 2014 culminant à 16,73 trillions USD à cause de la baisse des importations des pays suivants (Amérique du Nord (-4,7% surtout au Canada (-9,1%), Amérique du Sud et Centrale (-15,9% et particulièrement au Brésil (-25,2%)), Europe (-13,2% et principalement UE 28 (-13,4%)).

Par contre, les importations des pays développés ont considérablement augmenté atteignant 4,5% et celles des pays en développement ont connu une atonie avec une légère croissance de 0,2%. Par ailleurs, la diminution des importations des régions productrices de pétrole a été due principalement à la chute des prix mondiaux du pétrole, qui a amputé les recettes d'exportation des pays concernés.

#### ❖ *Le commerce des services*

En 2015, les exportations mondiales des services commerciaux ont enregistré une baisse de 6,4% atteignant environ 4,7 trillions USD et cette baisse a impacté le commerce de services liés aux marchandises, tels que les transports, accusant un reflux de 10,3% et atteignant une valeur de 875 milliards de USD. Cette baisse était concentrée dans les pays européens (-9,8%), asiatiques (-3,4%), d'Amérique du Sud et Centrale (-4,3%) et légèrement en Amérique du Nord (-0,9%).

Cette baisse s'explique par la régression de la demande des pays en développement des autres services comme les voyages et les services financiers. Ces derniers ont connu une contraction à cause de la fluctuation de taux de change. Les exportations des services de construction ont baissé de 15%.

## **II. DEVELOPPEMENTS RECENTS DU COMMERCE EXTERIEUR DES ETATS MEMBRES DE L'OCI**

### **a) Commerce mondial des pays de l'OCI**

Le Plan d'Action Décennal (PAD) 2005-2015 de l'OCI mis en œuvre par toutes les Institutions et Etats Membres de l'OCI sous la direction du Secrétariat Général en collaboration avec les partenaires internationaux au développement, a porté ses fruits et contribué à l'accélération de la croissance du volume du commerce des Etats Membres qui passe de 1,77 trillion USD en 2005 à 3,43 trillions USD en 2015 soit une hausse de 93%.

Ceci s'explique, entre autres, par la fluctuation des cours des produits échangés durant la dernière décennie ; notamment, les hydrocarbures mais aussi par l'exécution des projets financés par le Groupe de la BID (ITFC, ICIEC, ICD ...), les activités de promotion du commerce et de facilitation du commerce du CIDC, du COMCEC, de la CICIA et le programme de renforcement des capacités dans le secteur économique et commercial du SESRIC, du CIDC, de la CICIA et du Groupe de la BID (Département de la Coopération et de l'Intégration et IRTI) en collaboration avec, des Agences des Nations Unis (PNUD, CCI, CNUCED, OMC, ONUDI, OMT, FAO, OMPI, ...) et le secteur privé des Etats Membres.

Entre Février 2009 et Décembre 2015, le Groupe Consultatif pour le renforcement du commerce intra-OCI a programmé environ 1.125 activités et projets dont 75% ont été réalisés et qui ont concerné le renforcement des capacités, la facilitation du commerce, la promotion du commerce, le financement du commerce et l'assurance et la garantie de crédit à l'exportation et le développement de produits stratégiques.

Plusieurs Etats Membres ont aussi investi dans le domaine de la facilitation du commerce en termes d'infrastructures routières et aéroportuaires durant la période 2010-2016 dont la croissance a dépassé 10%. Ces pays sont les Emirats Arabes Unis, la Malaisie, la Turquie, l'Iran, l'Egypte, le Brunei, le Koweït, le Sénégal, la Sierra Leone, les Maldives, le Burkina Faso, l'Algérie, l'Arabie Saoudite, le Liban, le Maroc, le Tchad, le Tadjikistan, l'Indonésie et le Cameroun.

Selon les données de la CNUCED, d'autres pays ont également amélioré leur taux de connectivité maritime de plus de 25% entre 2005 et 2016 à savoir : les Maldives, Bahreïn, le Togo, le Soudan, le Bangladesh, la Jordanie, le Bénin, la Somalie, Djibouti, la Guinée, la Turquie, le Cameroun, l'Egypte, la Sierra Leone, le Maroc et la Côte d'Ivoire. Le taux de connectivité maritime moyen des Etats Membres s'est amélioré de 18,6% entre 2005 et 2016.

Malgré ces activités et projets, le commerce des Etats Membres de l'OCI a représenté en 2015 environ 10,33% contre 11,2% du commerce mondial en 2014 soit un reflux de 7,8%.

Par ailleurs, on note que, les ténors du commerce mondial des Etats Membres de l'OCI sont : **les Emirats A.U** (478,4 milliards \$US soit 14% du commerce global des pays de l'OCI en 2015) suivis par **l'Arabie Saoudite** (379,2 milliards \$US ; 11,1%), la **Malaisie** (376,4 milliards \$US ; 11%), la **Turquie** (351 milliards \$US ; 10,3%), **l'Indonésie** (293,1 milliards \$US ; 8,6%), **l'Iran** (153,3 milliards \$US ; 4,5%), le **Nigeria** (115,3 milliards \$US ; 3,4%), le **Qatar** (110,6 milliards \$US ; 3,2%), **l'Irak** (96,3 milliards \$US ; 2,8%) et **l'Egypte** (91 milliards \$US ; 2,7%). Ces dix pays ont totalisé environ 71,4% du commerce mondial des Etats Membres de l'OCI en 2015 approchant 2,45 trillions USD. Compte de la turbulence des prix des produits de base entre 2014 et 2015, le volume du commerce de ces pays a baissé d'au moins 50 milliards USD.

Selon les données de TradeMap de l'ITC, on note une baisse de 42,4% des exportations de combustibles minéraux des pays de l'OCI entre 2014 et 2015, les machines de 30,4%, les produits électriques et électroniques de 29%, les voitures de 25,4%, les perles et pierres précieuses de 22,6% et les articles plastiques de 17%.

Le commerce mondial des pays de l'OCI est composé en 2015 de divers produits manufacturés à hauteur de 29%, suivis par les combustibles minéraux (23%), les machines et matériel de transport et les produits alimentaires (17% chacun), les produits chimiques (8%) et les matières brutes non comestibles (6%).

Selon les données de la CNUCED d'octobre 2016, le commerce mondial des services commerciaux des pays de l'OCI a atteint en 2015 une valeur de 822,30 milliards USD, soit 24% du commerce global des pays de l'OCI. Ce commerce est composé à 32,6% de services de transport suivi des voyages (32,4%) et les autres services (34%). Ces derniers regroupent des services gouvernementaux à hauteur de 23% suivis par les services aux entreprises (9%), les services de télécom, d'informatiques et d'information

(5%), les services de construction (2,4%), les services financiers (2%), les services d'assurance et de pension (1,5%), et les autres services( IT, personnels, culturels, récréatifs, licences, de la propriété intellectuels et audiovisuels) (3%).

Les principaux acteurs des services commerciaux sont : l'Arabie Saoudite, les EAU, la Malaisie, la Turquie, l'Indonésie, le Qatar, l'Egypte, le Koweït, le Liban et l'Iran. Ces dix pays ont enregistré 70% du commerce total des pays de l'OCI en 2015. Le commerce de services des Etats Membres de l'OCI a connu une régression à cause de la contraction du coût du transport maritime en vrac.

## **b) Structure du commerce extérieur**

### **❖ Les exportations**

Les exportations mondiales des Etats Membres de l'OCI ont connu une régression de 25,2% passant de 2,15 trillions \$US en 2014 à 1,61 trillion \$US en 2015 soit une contraction de 541 milliards USD. Cette baisse s'explique par la contraction exportations mondiales de certains pays suivants en raison de la fluctuation des cours de produits de base tels que les combustibles (causées par l'augmentation de la production du pétrole des pays de l'OPEP) et les produits alimentaire et minier à l'échelle internationale.

Les pays qui ont connu plus importantes **baisse des exportations** de plus de 10 milliards USD entre 2014 et 2015 sont : **l'Arabie Saoudite** (-125,2 milliards USD), le **Qatar** (-53,6 milliards USD), les **Emirats AU** (-41,6 milliards USD), le **Koweït** (-38,2 milliards USD), le **Nigeria** (-36,9 milliards USD), le **Kazakhstan** (-36,4 milliards USD), la **Malaisie** (-34 milliards USD), **l'Irak** (-28,6 milliards USD), **l'Algérie** (-28,4 milliards USD), **l'Indonésie** (-25,6 milliards USD), **l'Iran** (-20,6 milliards USD), la **Turquie** (-13,9 milliards USD) et **Oman** (-12,1 milliards USD). Quarante et un pays de l'OCI ont affiché une baisse de leurs exportations mondiales entre 2014 et 2015.

Malgré cette tendance baissière, certains pays de l'OCI ont enregistré chacun une augmentation de plus de 200 millions USD de leurs exportations mondiales entre 2014 et 2015, il s'agit entre autres, du Soudan (+1237,3 millions USD), de l'Ouzbékistan (+1037,2 millions USD), du Pakistan (+838,9 millions USD), du Togo (+549,5 millions USD), du Mali (+440,2 millions USD), de l'Ouganda (+328 millions USD), du Kirghizistan (+302,8 millions USD) et du Tadjikistan (+298,2 millions USD).

Les exportations mondiales des pays de l'OCI sont constituées en 2015 de 29% des divers produits manufacturés suivis par les combustibles minéraux (28%), les produits alimentaires (20%) les matières brutes non comestibles (10%), les machines et matériel de transport (8%), et les produits chimiques (5%).

Les **principaux exportateurs** sont : les **Emirats Arabes Unis** dont les exportations ont atteint en 2015 une valeur 218,4 milliards USD soit 13,6% des exportations mondiales des pays de l'OCI, suivis par **l'Arabie Saoudite** (208,6 milliards USD ; 13%) ; la **Malaisie** (200,2 milliards USD ; 12,5%), **l'Indonésie** (150,4 milliards USD ; 9,4%), **la Turquie** (143,9 milliards USD ; 9%), le **Qatar** (78 milliards USD ; 4,9%), **l'Iran** (65,7 milliards USD ; 4,1%), le **Nigeria** (57 milliards USD ; 3,5%), le **Koweït** (55,2 milliards USD ; 3,4%) et **l'Irak** (51 milliards USD ; 3,2%). Ces dix pays ont enregistré 76,4% des exportations mondiales de l'OCI en 2015 soit un total de 1,23 trillion USD.

### ❖ *Les importations*

Les importations mondiales des Etats Membres de l'OCI ont connu une décroissance de 9,7% correspondant à une valeur de 196 milliards USD entre 2014 et 2015 et sont passées de 2,01 trillions \$US en 2014 à 1,82 trillion USD en 2015. Cette régression est due à, la baisse des importations de plus 3 milliards USD suite aux restrictions budgétaires et à la baisse des cours de baril entre 2014 et 2015 des pays tels que : l'Indonésie (-35,5 milliards USD), la Turquie (-35 milliards USD), la Malaisie (-32,6 milliards USD), le Kazakhstan (-21,8 milliards USD), l'Iran (-17,5 milliards USD), les Emirats A U (-13,3 milliards USD), le Nigeria (-8,8 milliards USD), le Maroc (-8,1 milliards USD), l'Algérie (-6,8 milliards USD), le Kirghizistan (-6,5 milliards USD), l'Irak (-6,1 milliards USD), la Libye (-5,3 milliards USD), la Tunisie (-4,3 milliards USD), le Yémen (-4,2 milliards USD), Bahreïn (-3,7 milliards USD), le Liban (-3,5 milliards USD) et l'Ouzbékistan (-3,2 milliards USD).

Malgré cette baisse des importations, d'autres pays de l'OCI ont vu également leur importations mondiales augmenter chacun de plus d'un milliard durant cette période à savoir : le Pakistan (+17 milliards USD), Oman (+5,3 milliards USD), le Bénin (+4,2 milliards USD), le Togo (+3,6 milliards USD), l'Azerbaïdjan (+3,5 milliards USD), le Mozambique (+2,4 milliards USD) et le Qatar (+2,2 milliards USD).

En 2015, les importations mondiales des Etats Membres étaient composées de machines et matériel de transport et de divers produits manufacturés à hauteur de 28% chacun, les produits alimentaires (18%), les combustibles minéraux (13%), les produits chimiques (10%) et les matières brutes non comestibles (3%).

Les principaux importateurs sont : les **Emirats Arabes Unis** qui ont importé environ 260 milliards USD soit 14,3% des importations totales des Etats Membres de l'OCI, **la Turquie** (207,2 milliards USD ; 11,4%), **la Malaisie** (176,2 milliards USD ; 9,7%), **l'Arabie Saoudite** (170,6 milliards USD ; 9,4%) **l'Indonésie** (142,7 milliards USD ; 7,9%), **l'Iran** (87,6 milliards USD ; 4,8%), **l'Egypte** (69,8 milliards USD ; 3,8%), le **Pakistan** (64,5 milliards USD ; 3,5%), le **Nigeria** (58,4 milliards USD ; 3,2%) et **l'Algérie** (51,8 milliards USD ; 2,9%). Ces dix pays ont assuré 71% des importations mondiales de l'OCI en 2015 correspondant à 1,29 trillion USD.

### III. DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS DU COMMERCE INTRA-OCI

#### a) Evolution du commerce intra-OCI (2005-2015)

Comme l'activité économique mondiale peine à retrouver son dynamisme ces dernières années, les pays de l'OCI ne sont pas en reste car ils subissent également les tendances des économies de certains pays tels que les USA, les pays de l'UE, de l'ALENA et des pays asiatiques avec qui ils sont liés par des accords bilatéraux et multilatéraux.

Les économies de la zone OCI sont aussi tributaires de la fluctuation des cours de produits de base et des taux de change des monnaies faisant l'objet de transactions commerciales internationales, mais aussi de flux des IDEs intra-zone (OCI et partenaires au développement).

La variation du taux de croissance des économies ténors de l'OCI tels que : les Emirats A.U, l'Arabie Saoudite, la Malaisie, la Turquie, l'Indonésie, l'Iran, le Qatar, le Nigeria, l'Irak et le Koweït impacte directement le commerce mondial et intra-communautaire de ces pays membres.

En effet, le volume du commerce entre les Etats Membres de l'OCI (exportations intra-OCI + importations intra-OCI) a enregistré une hausse considérable depuis l'exécution du Plan d'Action Décennal (PAD) (2005-2015) de l'OCI en passant de 271,45 milliards USD en 2005 à 694,23 milliards USD en 2015, soit une augmentation de 156%.

Malgré les effets de la crise économique internationale, les Etats Membres ont tendance à augmenter leur commerce intra-communautaire grâce à l'existence d'accords bilatéraux et régionaux, la similarité des modèles de consommation, la complémentarité régionale et les efforts de promotion commerciale, de financement du commerce, de l'assurance, de garantie de crédit à l'exportation et de la mise en œuvre de Plan d'Action Décennal 2005 -2015 par le Secrétariat Général de l'OCI, ses Institutions et Etats Membres mais également à la mise en œuvre de la Stratégie du COMCEC.

Cette coordination des efforts conjoints a permis de porter la part du commerce intra-OCI dans le commerce total des Etats Membres de 15,50% en 2005 à **20,33% en 2015**, soit une augmentation de 31,5%. Cela signifie que les objectifs du Plan d'Action Décennal de l'OCI 2005-2015 ont été atteints malgré les turbulences économiques qu'ont connues certains Etats Membres de l'OCI. Environ 32 pays ont atteint cette cible en 2015. D'autre part, les pays tels que la Guyane, le Mozambique, l'Albanie, la Guinée, le Nigeria, le Suriname, le Bangladesh, la Malaisie, le Gabon et l'Indonésie dont le commerce intra-OCI est inférieur à 10%, sont appelés à diversifier leurs partenaires dans l'espace OCI afin de contribuer à atteindre la nouvelle cible de 25% du commerce intra-OCI en 2025.

Les principaux acteurs du commerce intra-OCI en 2015 sont : les **Emirats A.U** (110,8 milliards \$US, soit 16% du commerce intra-OCI), **l'Arabie Saoudite** (68,6 milliards \$US ; 9,9%), **la Turquie** (65,2 milliards \$US ; 9,4%), **l'Iran** (55,5 milliards \$US ; 8%), **la Malaisie** (37,3 milliards \$US ; 5,4%), le **Pakistan** (34,2 milliards \$US ; 4,9%), **l'Indonésie** (31,4 milliards \$US ; 4,5%), la **Syrie** (27,5 milliards \$US ; 4%), **Oman** (26,5 milliards \$US ; 3,8%) et **l'Irak** (23,8 milliards \$US ; 3,4%). Ces dix pays ont assuré 69,3%

du commerce intra-OCI en 2015 soit environ un volume global de 481 milliards USD. Nous avons noté une baisse du volume du commerce intra-OCI entre 2014 et 2015 de la plupart de ces pays à cause de la fluctuation des prix des produits de base sur le marché international suite à l'augmentation de la production du pétrole des pays de l'OPEP et la baisse du prix du baril malgré l'appréciation du dollar US.

En 2015, la distribution géographique du commerce intra-OCI est assurée à 36% par les pays du Golfe suivis par les pays d'Asie (29%), les pays du Moyen Orient (24%), les pays d'Afrique Subsaharienne (6%) et les pays de l'UMA (5%).

Les principaux produits échangés entre les Etats Membres de l'OCI sont composés à 29% de divers produits manufacturés, les combustibles minéraux (23%), les produits alimentaires (22%), les machines et matériel de transport (11%), les produits chimiques (10%) et les matières brutes non comestibles (5%).

**Entre 2005 et 2015, environ 32 pays ont atteint l'objectif du seuil de 20% du commerce intra-OCI** prôné par le Plan d'Action Décennal (PAD), il s'agit par ordre décroissant de : la **Syrie** (90,35% de son commerce est effectué avec les pays de l'OCI), la **Somalie** (69,27%), **l'Afghanistan** (64,60%), **Djibouti** (60,00%), le **Kirghizistan** (50,53%), le **Yémen** (48,14%), le **Tadjikistan** (46,18%), la **Jordanie** (42,50%), le **Liban** (41,19%), le **Soudan** (37,72%), le **Pakistan** (36,88%), **Oman** (36,46%), le **Sénégal** (35,11%), **Bahreïn** (35,00%), **l'Iran** (34,20%), le **Turkménistan** (34,15%), la **Sierra Leone** (32,62%), **l'Egypte** (32,59%), la **Côte d'Ivoire** (32,44%), le **Bénin** (30,61%), **l'Ouzbékistan** (30,58%), **l'Ouganda** (27,47%), le **Togo** (27,40%), **l'Irak** (25,87%), le **Burkina Faso** (24,82%), la **Guinée Bissau** (24,31%), les **Comores** (23,69%), la **Libye** (23,41%), le **Koweït** (23,16%), le **Niger** (22,24%), le **Mali** (20,67%) et la **Turquie** (20,26%).

Pour mieux dynamiser le commerce intra-OCI, les Etats Membres sont appelés à investir davantage dans le domaine du renforcement des capacités, de participation aux foires, salons internationaux et fora d'affaires et notamment ceux qui sont organisé par le CIDC et la BID mais également alléger leur procédure du commerce extérieur et de l'investissement intra-OCI afin de dynamiser les échanges commerciaux entre les Etats Membres. Par ailleurs, la diversification de l'offre exportable est une nécessité pour développer le commerce extérieur et l'investissement intra-OCI. Il est aussi important que les Etats Membres de l'OCI participent activement aux activités des Institutions de l'OCI en charge du développement du commerce intra-OCI à savoir celles du CIDC, du Groupe de la BID, de la CICIA et du SMIIC, aux projets du COMCEC dans le cadre de la Gestion de Cycles de Projets (PCM), les projets et activités des Sous-comités du commerce et de l'investissement ; du secteur privé et du Financement de l'ACMOI de l'OCI.

## **b) Structure du commerce intra-OCI**

### **❖ Les exportations intra-OCI**

Les exportations intra-OCI ont presque triplé entre 2005 et 2015 passant de 134,3 milliards \$US en 2005 à 344,3 milliards \$US en 2015 soit une hausse de 155,3%. Entre 2014 et 2015, on constate un repli des exportations intra-OCI de 17,3% à cause de la baisse des cours de produits de base sur le marché international du fait qu'aussi que les principaux exportateurs de l'OCI sont majoritairement exportateurs de ces produits

malgré l'appréciation du dollar américain durant cette période.

Cette situation a contribué à la baisse de la part des exportations intra-OCI de 8,4% passant de 21,04% en 2014 à 19,27% en 2015.

En effet, entre 2014 et 2015, plusieurs pays de l'OCI ont vu leur exportations intra-OCI régresser d'au moins un milliards USD à savoir : **la Turquie** (-5,9 milliards USD), **l'Arabie Saoudite** (-5 milliards USD), **l'Indonésie** (-4,2 milliards USD), **la Malaisie** (-4 milliards USD), **le Qatar** (-3,8 milliards USD), **le Koweït** (-3,3 milliards USD), **l'Iran** (-2,9 milliards USD), **l'Algérie** (-2,5 milliards USD), **le Nigeria** (-2,3 milliards USD), **l'Égypte** (-1,9 milliard USD), **l'Azerbaïdjan** (-1,1 milliard USD), **la Côte d'Ivoire** (-1,1 milliard USD) et **le Kazakhstan** (-1 milliard USD).

Par ailleurs, les principaux exportateurs vers les Etats Membres de l'OCI en 2015 sont : **les Emirats Arabes Unis** (74 milliards \$US soit 21,5% des exportations intra-OCI) suivis par **l'Arabie Saoudite** (44,5 milliards \$US ; 13%), **la Turquie** (42,7 milliards \$US ; 12,4%), **l'Indonésie** (20,6 milliards \$US ; 6%), **la Malaisie** (20,1 milliards \$US ; 5,8%), **l'Iran** (13,1 milliards \$US ; 3,8%), **Oman** (12,6 milliards \$US ; 3,7%), **la Syrie** (12,3 milliards \$US ; 3,6%), le **Koweït** (10,6 milliards \$US ; 3,1%) et **le Qatar** (10,6 milliards \$US ; 3,1%). Ces pays ont connu également un reflux de leur exportation intra-OCI entre 2014 et 2015 d'au moins 2 milliards USD chacun mais ont totalisé environ 75,9% des exportations totales intra-OCI d'une valeur de 261,2 milliards USD.

Les principaux produits exportés entre les Etats Membres de l'OCI en 2015 sont répartis comme suit : les produits manufacturés (31% des exportations intra-OCI), les produits alimentaires (23%), les combustibles (19%), les machines et matériel de transport (10%), les produits chimiques (9%), et les matières brutes non comestibles (8%).

#### ❖ Les importations intra-OCI

Comme les exportations intra-OCI, les importations intra-OCI ont plus que triplé en passant de 137,1 milliards USD en 2005 à environ 350 milliards USD en 2015 soit une progression 155,5% en l'espace de 10 ans. On note qu'entre 2014 et 2015, elles ont connu une diminution de 17,33% soit 73,4 milliards USD du fait de la baisse des cours des produits de base.

Cette baisse a occasionné la contraction de plus de 2 milliards USD des principaux importateurs des pays de l'OCI surtout à cause de la baisse des recettes d'exportations de produits pétroliers, entre autres, à savoir : l'Indonésie (-21 milliards USD de ses importations intra-OCI), les Emirats Arabes Unis (-10,6 milliards USD), Bahreïn (-7,6 milliards USD), l'Iran (-7 milliards USD), la Turquie (-6,7 milliards USD), l'Iraq (-4,9 milliards USD), la Malaisie (-4,6 milliards USD), le Bangladesh (-2,9 milliards USD) et le Maroc (-2,7 milliards USD). En effet, cette baisse des cours des produits pétroliers a aussi soulagé la facture des importations des pays comme le Maroc, la Turquie, le Burkina Faso, le Mozambique.

Face à cette conjoncture, la part des importations intra-OCI a connu un repli de 8,4% passant de 21,04% à 19,27% en 2015 suite à la baisse des importations intra-OCI des pays top 10 durant cette période.

Par ailleurs, les principaux marchés d'importations intra-OCI en 2015 sont : **l'Iran** qui a importé environ 42,4 milliards \$US soit 12,1% des importations intra-OCI suivis par les **Emirats A.U** (36,8 milliards \$US ; 10,5%), le **Pakistan** (25,3 milliards \$US ; 7,2%), **l'Arabie Saoudite** (24,2 milliards \$US ; 6,9%), la **Turquie** (22,4 milliards \$US ; 6,4%), **l'Irak** (20,9 milliards \$US ; 6%), la **Malaisie** (17,3 milliards \$US ; 4,9%), la **Syrie** (15,2 milliards \$US ; 4,3%), **Oman** (13,9 milliards \$US ; 4%) et **l'Egypte** (13,1 milliards \$US ; 3,8%). Ces 10 pays ont enregistré 66,1% des importations intra-OCI en 2015 soit une valeur de 231,3 milliards USD.

Les principaux produits importés entre les Etats Membres de l'OCI sont : les divers produits manufacturés et les combustibles minéraux avec 27% chacun des importations intra-OCI suivis par les produits alimentaires (21%), les machines et matériel de transport et les produits chimiques (11% chacun) et les matières brutes non comestibles (3%).

### c) Commerce intra et inter régional

#### ❖ Commerce intra-régional :

Depuis plus d'une décennie, on constate la multiplication de signatures d'accords de coopération commerciale soit à l'échelle bilatérale que régionale. Ces accords ont pour but de renforcer les échanges commerciaux et d'investissement.

Les pays de l'OCI n'échappent à cette règle et qui s'activent également dans des accords de libre-échange de nouvelles générations impliquant d'autres secteurs comme les services, l'environnement, la concurrence et les investissements.

Le commerce intra-régional de l'OCI continue de croître ces dernières années, il est passé de 57,4 milliards \$US en 2005 à 142,6 milliards \$US en 2015 avec un pic de 154 milliards USD, soit une augmentation de 148,4% équivalent à 85,2 milliards USD imputables aux effets du renforcement des accords bilatéraux et régionaux, à la proximité géographique et aux efforts des activités des Institutions de l'OCI en charge des affaires économiques et commerciales pour le renforcement du commerce intra-OCI en collaboration avec les agences onusiennes du secteur.

A cet effet, toutes les régions de l'OCI ont enregistré une augmentation plus que significative de leur commerce intra-régional entre 2005 et 2015 pour les pays du Moyen Orient (+218,5% soit 21,7 milliards USD), les pays de l'UMA (+171,3%; +3,3 milliards USD), les pays du CCG (+162,8%; +34,6 milliards USD), les pays d'Asie (+111,9%; 21,2 milliards USD) et les pays d'Afrique subsaharienne (+83,1%; +4,5 milliards USD).

Par ailleurs, on note que le commerce intra-régional des pays de l'OCI est concentré dans les pays du CCG qui ont assuré 39% du commerce intra-régional, soit 55,8 milliards \$US en 2015. Les pays asiatiques ont assuré 40 milliards \$US, soit 28% du commerce intra-régional des pays de l'OCI, les pays du Moyen-Orient ont enregistré 22% correspondant à 31,6 milliards \$US du commerce intra-régional des pays de l'OCI, les pays d'Afrique Subsaharienne ont totalisé 7% du commerce intra-régional des pays de l'OCI correspondant à 9,8 milliards \$US et les pays de l'UMA avec 4% du commerce intra-régional des pays de l'OCI, soit 5,2 milliards \$US en 2015.

### ❖ Commerce inter-régional :

Le commerce interrégional des États Membres de l'OCI a connu augmentation de 162% passant de 77 milliards USD en 2005 à 201,7 milliards USD en 2015 imputable à la croissance du commerce interrégional des pays du Moyen Orient (+250%), d'Afrique subsaharienne (+199%), du CCG (+179) et d'Asie (+109%).

Par contre entre 2014 et 2015, on constate une baisse du commerce interrégionale des pays de l'OCI de 10,40% soit de 23,5 milliards USD due à la conjoncture économique internationale en relation avec la fluctuation des cours des produits de base mais aussi de la désagrégation des chaînes valeurs entre les pays. Cette baisse est tirée par la contraction des exportations interrégionales des pays du CCG (-9,3 milliards USD), d'Asie (-6,4 milliards USD), du Moyen Orient (-4 milliards USD), de l'UMA (-2 milliards USD) et d'Afrique Subsaharienne (-1,8 milliard USD).

Par ailleurs le commerce interrégional est dominé à hauteur de 51% par les pays du CCG soit 103,6 milliards \$US suivis par les pays du Moyen Orient avec 22% du commerce interrégional des pays de l'OCI, soit 44 milliards \$US, les pays d'Asie ont assuré 20% du commerce inter-régional équivalent à 39,6 milliards \$US, les pays d'Afrique subsaharienne avec 4% du commerce interrégional, soit 7,7 milliards \$US et enfin les pays de l'UMA ont enregistré 3% du commerce interrégional des pays de l'OCI soit une valeur de 6,9 milliards \$US en 2015.

## IV- OBSTACLES AU DEVELOPPEMENT DU COMMERCE INTRA-OCI

### a) Obstacles tarifaires et non tarifaires

En dépit des efforts considérables déployés par le Secrétariat Général de l'OCI, ses Institutions et Etats Membres pour promouvoir le commerce intra-OCI et réduire les goulots d'étranglement, de nombreux obstacles subsistent encore notamment :

- Problèmes d'accès aux marchés : obstacles tarifaires, para-tarifaires et souvent non-tarifaires et notamment : la complexité d'établissement des règles d'origine ; les difficultés des entreprises à se conformer aux normes internationales et absence de reconnaissance mutuelle des normes ; le manque d'agrément aux procédures nationales et régionales ; la lourdeur administrative aux postes transfrontaliers surtout durant les opérations de dédouanement ; l'existence de contrôles illégitimes des cargaisons des camionneurs ; le problème d'octroi de visas pour les hommes d'affaires ; l'existence des licences et l'interdiction des exportations ; le contrôle de quantité des produits ; Le manque d'application des engagements aux textes de coopération économique régionale et d'information sur le cadre réglementaire de facilitation du commerce ; la non-concordance des jours ouvrables et d'horaires de travail aux postes frontaliers ; et le manque d'instruments de régulation des échanges intra-régionaux.
- Entre Décembre 2008 et Septembre 2016, les pays les plus affectés par ces mesures sont : la Turquie, la Malaisie, l'Indonésie, les Emirats Arabes Unis, le Pakistan, l'Egypte, l'Arabie Saoudite, l'Iran, le Maroc, le Kazakhstan, le Bangladesh, la Tunisie et le Qatar avec un minimum de 300 mesures en provenance de leurs partenaires commerciaux ;

- Entraves au niveau logistique : infrastructures, transports, services d'appui au commerce international faibles ou non adéquats ;
- Existence d'une offre exportable non diversifiée et non adaptée aux normes et standards internationaux des marchés ;
- Manque d'informations sur les marchés et les opportunités d'affaires, malgré les efforts déployés par le CIDC et les institutions concernées de l'OCI ;
- Limite des opportunités de rencontres et de promotion des productions nationales sur les autres marchés des pays de l'OCI ;
- Complexité des procédures administratives liées au commerce extérieur au niveau douanier, bancaire, portuaire, etc... ;
- Manque de cadres et de techniciens spécialisés en commerce international ;
- Inadéquation et insuffisance des instruments de financement, en particulier au profit des PME-PMI.

#### **b) Actions de facilitation du commerce des pays de l'OCI**

Dans le cadre de la promotion des instruments de facilitation du commerce, certains pays de l'OCI ont fourni beaucoup d'efforts pour faciliter le commerce transfrontalier depuis 2006. A cet égard, certains pays de l'OCI ont allégé leurs procédures commerciales en adoptant les actions suivantes :

- ✓ La soumission et le traitement électronique des transactions commerciales : Albanie, Arabie Saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Brunei, Burkina Faso, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Emirats Arabes Unis, Indonésie, Gabon, Gambie, Guinée, Guinée Bissau, Guyana, Indonésie, Jordanie, Kazakhstan, Mali, Malaisie, Maldives, Maroc, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigeria, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Palestine, Qatar, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Suriname, Syrie, Tadjikistan, Togo, Tunisie, Turquie et Yémen ;
- ✓ L'établissement de guichets uniques nationaux : Malaisie, Indonésie, Maroc, Brunei, Turquie, Sénégal, Egypte Emirats Arabes Unis, Tunisie, Azerbaïdjan, Burkina Faso, Bénin, Cameroun, Bangladesh, Gambie, Jordanie, Mozambique, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Sierra Leone, Qatar, Arabie Saoudite, Koweït, Bahreïn, Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Côte d'Ivoire, Togo, Lebanon, Guyana, Soudan, Iran, Oman, Gabon, Nigeria, Algérie, Libye, Albanie, Maldives, Niger, Mali, Mauritanie et Suriname ;
- ✓ L'amélioration de l'indice de la performance logistique de plus de 10% entre 2010 et 2016 : la Sierra Leone, la Malaisie, les Emirats Arabes Unis, la Turquie, l'Egypte, le Brunei, l'Iran, le Koweït, le Sénégal, l'Algérie, le Liban, le Maroc, l'Indonésie, le Qatar, les Maldives et l'Arabie grâce à la construction de nouvelles infrastructures logistiques durant cette période pour mieux traiter les opérations commerciales internationales ;
- ✓ L'amélioration des performances de la douane de plus de 20% entre 2010 et 2016 : les Emirats Arabes Unis, la Turquie, la Sierra Leone, la Malaisie, le Liban, le Brunei, l'Egypte, les Comores, le Qatar, le Pakistan, l'Algérie, l'Egypte, l'Indonésie et le Burkina Faso car les autorités gouvernementales ont investi considérablement dans l'équipement des Douanes nationales (scanners, gestion de risque,...);

- ✓ L'amélioration des infrastructures nationales de plus de 15% entre 2010 et 2016 : les Emirats Arabes Unis, la Malaisie, la Turquie, l'Iran, l'Egypte, le Brunei, le Koweït, le Sénégal, la Sierra Leone, les Maldives, le Burkina Faso, l'Algérie, l'Arabie Saoudite, le Liban, le Maroc, le Tchad et le Tadjikistan qui ont investi dans l'amélioration des routes, des ports et aéroports nationaux pour dynamiser la mobilité des marchandises et des personnes ;
- ✓ L'amélioration de la distance à la frontière de plus de 10% entre 2010 et 2016 dans certains pays en l'occurrence l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Tchad, le Kazakhstan, le Togo, le Niger, la Sierra Leone, Kirghizistan, le Burkina Faso, le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Sénégal, l'Ouganda et le Mali afin de faciliter le commerce transfrontalier de ces pays pour la plupart enclavés;
- ✓ L'amélioration du taux de connectivité maritime pour les pays à littoral de plus de 20% entre 2010 et 2016 : Maldives, Bahreïn, Togo, Soudan, Bangladesh, Jordanie, Bénin, Somalie, Djibouti, Guinée, Turquie, Cameroun, Egypte, Maroc, Côte d'Ivoire, Pakistan, Arabie Saoudite, Malaisie et Suriname indiquant que des efforts ont été fournis par les différents gouvernements pour augmenter le taux de service maritime avec les partenaires commerciaux ;
- ✓ La création des Organes de Promotion du Commerce et des Investissements dans plusieurs pays de l'OCI qui facilitent le contact direct entre les Hommes d'Affaires de pays de l'OCI et qui ont développé des outils d'incitations à l'export et à l'investissement en vue de faciliter le commerce transfrontalier et les Investissements Directs Etrangers.

Selon Doing business 2016, les principaux pays ayant un indice élevé du commerce transfrontalier en matière du respect de délai, du coût et de l'obtention de la documentation sont : l'Albanie, la Malaisie, la Jordanie, la Turquie, Oman, le Suriname, les Comores, le Mali, le Kirghizistan et la Palestine.

Entre 2006 et 2016 plus de 2500 réformes ont été appliquées par les pays à travers le monde dont 750 ont concernés les pays de l'OCI pour faciliter la mise en œuvre des opérations commerciales internationales. Parmi celles-ci, l'on peut noter 97 mesures sur la facilitation du commerce transfrontalier des pays de l'OCI et dont la plupart provient des pays suivants avec au moins 3 réformes : le Bénin, l'Egypte, la Jordanie, le Mali, l'Ouganda, le Pakistan, Djibouti, les Emirats Arabes Unis, le Maroc, la Mauritanie, l'Ouzbékistan, le Sénégal, la Tunisie et l'Albanie.

### **c) Actions du CIDC pour le développement du commerce intra-OCI**

La mise en œuvre du PRETAS et du projet d'un guichet unique commercial des Etats Membres de l'OCI et d'un observatoire des barrières non tarifaires par le CIDC ont pour objectif d'atténuer les obstacles au commerce intra-OCI. Il sied également que les Etats Membres de l'OCI prennent activement part à la mise en œuvre de l'Accord SPC-OCI ainsi que ses protocoles et aux comités sur le commerce, l'investissement, la promotion du secteur privé et de la Finance de l'ACMOI et aux Groupes de Travail du COMCEC en vue de renforcer le commerce intra-OCI afin d'atteindre les objectifs du Plan d'Action Décennal de l'OCI qui est de porter la part du commerce intra-OCI dans le commerce global à 25% à l'horizon 2025.

Le CIDC a organisé plusieurs séminaires de sensibilisation sur l'importance de l'Accord SPC-OCI et ses protocoles dans les pays du Golfe et en Afrique du Nord notamment en Arabie Saoudite, à Oman, au Koweït, en Libye et au Maroc, au Burkina Faso avec l'UEMOA, à Istanbul pour les pays de l'ECO en collaboration avec le COMCEC et le Département de Coopération et de l'Intégration de la BID, au Suriname avec la participation de la Guyane et dernièrement à Amman en Jordanie pour les cadres de l'Etat de Palestine et du Royaume Hachémite de Jordanie en avril 2016.

Ces activités contribueront à l'opérationnalisation de cet important accord. Actuellement, 41 pays ont signé l'Accord dont 31 l'ayant ratifié, 33 ont signé le PRETAS dont 18 l'ayant ratifié, les règles d'origine ont été signées par 32 pays dont 18 l'ayant ratifié. Seulement 13 pays ont soumis leur liste de concession au Comité de Négociation Commerciale.

Par ailleurs, depuis sa création, le Centre a organisé 15 foires commerciales générales, plus d'une cinquantaine de salons spécialisés, une vingtaine de Business Forums, un grand nombre de rencontres acheteurs-vendeurs, une centaine de séminaires et ateliers de formation dans les métiers du commerce international et fin 2013 un centre d'affaires pour booster le commerce intra-OCI.

Le CIDC a également, organisé en mai 2016 à Riyad en marge de la 15<sup>ème</sup> Foire des pays de l'OCI un forum des Organes de Promotion du Commerce (OPC) et un Forum des Agences de Promotion des Investissements (API) des pays de l'OCI afin de dynamiser le commerce et les investissements entre les pays de l'OCI. A cet égard, le CIDC a lancé le site des OPC qui permettra de relayer l'information commerciale directement des Pays de l'OCI (<http://tpo.oicinvest.org/>). Un login et un mot de passé ont été envoyés à tous les OPC de l'OCI pour s'enregistrer et mettre à jour leurs informations commerciales.

D'autre part, le CIDC en collaboration avec le Groupe de la BID a organisé plusieurs séminaires sur le rôle des Guichets Uniques commerciaux dans la facilitation du commerce intra-OCI et la possibilité de leur interopérabilité pour réduire les délais et le coût des opérations transfrontalières.

Au niveau bilatéral, le CIDC a organisé des missions d'hommes d'affaires saoudiens, malaisiens et indonésiens respectivement en novembre 2015, en mai et en septembre 2016 à Casablanca en vue de promouvoir le commerce et l'investissement entre les pays de l'OCI.

Le CIDC a organisé en 2016 des salons et forums spécialisés tels que : le 9<sup>ème</sup> salon agroalimentaire à Djeddah en Mai, le salon de l'éducation supérieur à Dakar, en Mars le 3<sup>ème</sup> Salon de la Santé à Casablanca et le Forum Africain du Business Halal à Dakar et le 7<sup>ème</sup> OIC World BIZ à Kuala Lumpur en Octobre.

En 2017, le Centre a prévu d'organiser la 16<sup>ème</sup> Foire Commerciale des pays de l'OCI en Irak, des salons spécialisés de l'agroalimentaire à Riyad, le 5<sup>ème</sup> Salon Halal Expo en Turquie en Novembre et en Octobre le Forum Africain du Business Halal en Côte d'Ivoire, une Rencontre Acheteurs-Vendeurs des produits pharmaceutiques en Côte d'Ivoire et le Forum OIC World BIZ /OIC- Asia Forum en Malaisie qui ont pour but de dynamiser le commerce et les investissements entre les Etats Membres. De même qu'il va organiser de séminaires de sensibilisation du SPC/OCI en Asie et d'ateliers de

formation sur le développement de la chaîne de valeurs des produits stratégiques tels que comme le café, le bois et le coton respectivement en Indonésie, au Gabon et au Maroc en collaboration avec l'ITFC.

Il sera judicieux d'améliorer davantage la connectivité maritime entre les Etats Membres de l'OCI via la création des lignes maritimes entre les pays africains, asiatiques et du Golfe et de sensibiliser des pays membres à établir des guichets uniques commerciaux et examiner leur interopérabilité afin de mieux promouvoir le commerce intra-OCI.

D'autre part, l'opérationnalisation de l'Accord sur la Facilitation des Echanges (AFE) de l'OMC offre des perspectives à long terme sur le développement du commerce. Quarante-quatre Membres à l'OMC ont officiellement accepté cet accord parmi eux 21 États Membres de l'OCI en Janvier 2017. Ces pays sont : la Malaisie, le Niger, le Togo, le Pakistan, la Guyane, la Côte d'Ivoire, le Brunei, le Mali, la Turquie, les Emirats Arabes Unis, l'Albanie, le Kazakhstan, l'Arabie Saoudite, l'Afghanistan, le Sénégal, Bahreïn, le Bangladesh, le Gabon, le Kirghizistan, le Mozambique et le Nigeria. Cet accord sera mis en œuvre lorsque 110 pays le ratifieront. Il faut noter que 93 pays ont notifié la catégorie A de l'AFE dont 27 pays de l'OCI et 8 pays ont notifié la catégorie B et 7 la Catégorie C de l'Accord selon les données de l'OMC du 2 février 2017. Seul le Tchad, Etat Membre de l'OCI a notifié les catégories B et C. Nous rappelons que 44 Etats Membres de l'OCI sont Membres de l'OMC avec l'Afghanistan qui y a accédé le 29 juillet 2016. Onze Etats Membres de l'OCI sont en cours d'accession à l'OMC.

Par ailleurs, le CIDC a organisé des séminaires de sensibilisation entre 2015 et 2016 avec le Département de l'Intégration Economique de la BID sur l'Accord de Facilitation des Echanges de l'OMC afin de les encourager à ratifier cet accord, de notifier ses catégories A, B et C et contribuer au développement du commerce des pays de l'OCI avec le reste du Monde.

## **V- PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE MONDIALE (2017-2018)**

### **a) Croissance de l'économie mondiale**

Selon les données du Fonds Monétaire International, la croissance mondiale devrait mieux s'accélérer en 2017 pour culminer à 3,4% et à 3,6% en 2018 grâce à la croissance des pays émergents et aux pays en développement qui pourrait atteindre 4,5% en 2017 et 4,8% en 2018 du fait de la normalisation progressive de la situation macroéconomique de ce groupe qui a enregistré ces dernières années un poids croissant dans l'économie mondiale tels que l'Inde et la Chine. Cette dernière peut atteindre une croissance de 6,5% grâce à la poursuite attendue de la relance conjuguée avec une expansion rapide du crédit. Au Nigeria, l'on peut assister à une croissance en raison de l'augmentation de la production pétrolière.

Par contre, certains pays connaîtront une décroissance à savoir l'Inde à cause de la baisse de la consommation due à la pénurie de liquidités, l'Indonésie, du fait d'un investissement privé plus faible que prévu et la Thaïlande suite au ralentissement temporaire de la consommation et du tourisme.

Même constat en Amérique latine, en Argentine et au Brésil, un durcissement des conditions financières et, dans le cas du Mexique, à une augmentation des vents

contraires liés à l'incertitude entourant certains pays du voisinage. Au Moyen-Orient, la croissance devrait être plus faible que prévu en 2017 du fait de la réduction de la production de pétrole qui résulte de l'accord récent de l'OPEP.

En outre, dans les pays avancés, la croissance devrait s'établir à 1,9% en 2017 et 2% en 2018 compte tenu de l'affermissement de la reprise de la croissance aux USA de 2,3% en 2017 et 2,5% en 2018.

De plus, les projections de croissance pour 2017 ont été révisées à la hausse aussi pour l'Allemagne, le Japon, l'Espagne et le Royaume Uni, principalement du fait de résultats meilleurs que prévu pendant la dernière partie de 2016. Cette révision à la hausse fait plus que compenser les révisions à la baisse des perspectives de l'Italie et de la Corée.

### **b) Croissance du Commerce Mondial**

Selon les données de l'OMC d'avril 2016, la croissance du commerce mondial en volume devrait rester faible en 2016 au même niveau de 2015 soit environ 2,7%. En effet, les importations des pays développés devraient diminuer en 2016 tandis que la demande de produits importés devrait reprendre dans les pays en développement d'Asie. Selon la même source, cette croissance du commerce mondial devrait s'accélérer et atteindre 3,6% en 2017.

En effet, les exportations des pays développés devraient croître en 2016 de 2,9% et celles des pays en développement de 2,8%. Les importations des économies développées devraient progresser de 3,8% et celles des pays en développement de 1,8%.

Cette situation devrait profiter à l'Asie où la croissance des exportations sera la plus forte et atteindre 3,4%, suivie par l'Amérique du Nord et l'Europe avec 3,1% chacune. L'Amérique du Sud et centrale et les autres régions connaîtront une augmentation plus lente, de 1,9% et de 0,4% respectivement. L'Amérique du Nord devrait voir ses importations augmenter de 4,1% cette année, tandis que les importations de l'Asie et de l'Europe devraient enregistrer une croissance de 3,2%. Enfin, les importations de l'Amérique du Sud et Centrale et des autres régions devraient fléchir si les prix du pétrole et d'autres produits de base continuaient de baisser en 2016.

Par ailleurs, l'on remarque que le commerce mondial a augmenté en volume mais a diminué en valeur en raison de la fluctuation des taux de change et de la baisse des prix des produits de base. Cette situation s'explique aussi par la recrudescence du protectionnisme de certains Etats qui continuent d'appliquer des restrictions au commerce.

Pour parer à cette situation et augmenter la croissance du commerce mondial, les Etats Membres de l'OMC doivent continuer à supprimer progressivement les mesures restrictives au commerce surtout tarifaires et non tarifaires sur les produits agricoles et manufacturiers et mettre en œuvre l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges qui pourra générer une croissance de l'ordre de 1 trillion USD par an.

Comme l'activité économique mondiale peine à retrouver son dynamisme ces dernières années, les pays de l'OCI ne sont pas en reste car ils subissent également les tendances des économies de certains pays tels que les USA, les pays de l'UE, de l'ALENA et des pays asiatiques avec qui ils sont liés par des accords bilatéraux et multilatéraux.

Les économies de la zone OCI sont aussi tributaires de la fluctuation des cours de produits de base et des taux de change des monnaies faisant l'objet de transactions commerciales internationales mais aussi de flux des IDEs intra-zone (OCI et partenaires au développement).

La variation du taux de croissance des économies ténors de l'OCI tels que : les Emirats A.U, l'Arabie Saoudite, la Malaisie ; la Turquie, l'Indonésie, l'Iran, le Qatar, le Nigeria, l'Irak et le Koweït impacte directement le commerce mondial et intra-OCI de ces pays membres.

Face à cette situation, les économies des pays de l'OCI pourront s'accroître grâce à la hausse probable des cours des produits pétroliers et certains produits alimentaires, car certains pays regorgent de potentialités considérables en ses produits afin d'accompagner d'autres secteurs économiques comme ceux des services mais aussi par la convergence de la coopération inter-agence des Institutions de l'OCI sous la direction du Secrétariat Général de l'OCI dans le cadre de la mise en œuvre de l'ACMOI et du nouveau Plan d'Action Décennal 2016-2025.